



Conseil économique et social

Distr. générale
15 février 2013
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Quarante-sixième session

22-26 avril 2013

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

**Débat général consacré à l'expérience des pays
dans le domaine de la population : « L'évolution
des migrations : aspects démographiques »**

Déclaration présentée par Family Care International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.9/2013/1.



Déclaration

Reconnaissant que les migrants et les personnes déplacées n'ont souvent qu'un accès limité aux soins de santé en matière de production et qu'il arrive que leur santé et leurs droits dans ce domaine soient gravement menacés, Family Care International accueille avec satisfaction le thème de la quarante-sixième session de la Commission de la population et du développement : « L'évolution des migrations : aspects démographiques ».

Selon la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, en 2010, le nombre total de migrants internationaux à l'échelle mondiale a été estimé à 214 millions de personnes, dont près de la moitié sont des femmes. On a estimé à 33 millions le nombre de migrants internationaux âgés de moins de 20 ans dans le monde entier, dont près de 15 % sont des adolescents. Si la migration peut offrir aux femmes et aux adolescents des possibilités d'améliorer leur vie et celle de leur famille, les migrantes, les personnes déplacées, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont aux prises avec un large éventail de problèmes dans l'accès aux services de santé, y compris des services de santé procréative et sexuelle, en raison d'un statut juridique mal défini, d'une discrimination et d'attitudes négatives de la part des prestataires de soins de santé, ainsi que des contraintes financières, linguistiques et culturelles.

Le paragraphe 7.11 du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement se lit comme suit : « Dans de nombreuses régions du monde, les migrants et les personnes déplacées n'ont qu'un accès limité aux soins de santé en matière de reproduction et il arrive que leur santé et leurs droits dans ce domaine soient gravement menacés. Les services compétents devront être spécialement attentifs aux besoins particuliers des femmes et des adolescentes concernées et conscients de la situation d'impuissance où elles se trouvent souvent, en prêtant une attention particulière à celles d'entre elles qui sont victimes de sévices sexuels. » Les migrantes sont particulièrement exposées aux relations sexuelles sous contraintes et à la violence sexiste, qui violent leurs droits et augmentent le risque de maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH, et de grossesses non désirées. C'est pourquoi l'accessibilité à des services qui répondent à leurs besoins physiques et psychologiques est encore plus urgente. Les jeunes sont aux prises avec un large éventail de problèmes dans l'accès aux soins de santé sexuelle et procréative dont ils ont besoin, notamment l'absence de données factuelles dans ce domaine, l'opprobre social ou les préjugés du personnel des centres de santé, les contraintes financières et les lois interdisant la fourniture de contraceptifs aux adolescents non mariés ou plus jeunes. Ces obstacles sont encore plus grands pour les adolescents migrants. Les adolescents migrants, en particulier les jeunes femmes, sont également plus exposés à l'exploitation en raison de la séparation de leur famille et de leur collectivité, de l'instabilité économique et des déséquilibres dans les rapports de force résultant de leur statut juridique mal défini.

Il a été démontré que les obstacles à un accès à des services complets de santé sexuelle et procréative, y compris un accès à la contraception et à des avortements sans risques et à une éducation sexuelle intégrale, entraînent des taux élevés de mortalité maternelle parmi les migrantes par rapport aux résidents des pays développés comme des pays en développement. Selon le Consortium sur la santé reproductive dans les situations de crise, les réfugiés et les femmes déplacées à l'intérieur de leur pays n'ont souvent pas accès à des services de planification de la

famille, des soins prénatals et postnatals, des services obstétricaux d'urgence et des soins professionnels durant l'accouchement. Les femmes touchées par un conflit ou une catastrophe qui sont forcées de quitter leur domicile et leur collectivité sont également confrontées à un risque plus élevé de mortalité ou de traumatismes liés à la maternité. Plus de 60 % des décès maternels dans le monde surviennent dans 10 pays, dont 9 sont actuellement en situation de conflit ou sortent d'un conflit. Les déplacements forcés accroissent aussi la vulnérabilité des femmes à des violations liées à la santé procréative et sexuelle.

Les gouvernements devraient faire en sorte que les recommandations contenues dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et d'autres accords mondiaux et régionaux sur la migration internationale en rapport avec le développement soient mises en œuvre afin d'assurer à tous les migrants un accès universel aux services et à l'information en matière de sexualité et de procréation, sans égard à leur statut juridique, et de s'attaquer aux inégalités, à la violence et à la discrimination auxquelles se heurtent les femmes et les adolescents migrants.
